Initiatives ministérielles

Il ne l'a pas fait. Il n'a pas tenu compte du point de vue des fonctionnaires, tout comme il n'a pas tenu compte du point de vue des Canadiens lorsqu'il a imposé la TPS, ni de celui des pauvres lorsqu'il a limité la croissance du Régime d'assistance publique du Canada en pleine crise économique. Les fonctionnaires ont été trahis par le gouvernement, tout comme les personnes âgées.

L'approche du gouvernement a été tyrannique et dictatoriale. Le projet FP2000 est fondé sur des principes autoritaires périmés et inefficaces. L'idée de laisser gérer les gestionnaires est un vieux thème de la Commission Glassco qui remonte à 1962. Nous sommes maintenant en 1992. Nous voyons disparaître une autre de nos grandes institutions nationales. Tout comme VIA Rail, Air Canada, les postes, Radio-Canada et Petro-Canada ont contribué à l'édification du Canada d'un océan à l'autre, la fonction publique a toujours fourni des services aux Canadiens où qu'ils soient et exécuté la volonté du Parlement aux quatre coins du pays.

Le recours accru à la sous-traitance, une forme de privatisation de la fonction publique, et l'utilisation d'employés nommés pour de courtes périodes ont contribué à réduire les services et à affaiblir la fonction publique en tant qu'instrument de politique publique.

Notre parti croit que les Canadiens méritent des services accessibles et de bonne qualité assurés de façon efficace par une fonction publique professionnelle non partisane qui traite tous les employés avec respect et justice et qui répond aux besoins des Canadiens.

Le Parti libéral a à coeur le partenariat entre les secteurs public et privé et celui entre le gouvernement et ses employés sur qui il s'appuie et devrait effectivement compter pour obtenir des conseils en matière d'orientations et pour mettre en application les programmes, les services et les règlements établis par le Parlement.

Le Parti libéral est en faveur d'une revitalisation de la fonction publique, qui permettra à cette dernière de mieux s'adapter aux changements rapides, qui favorisera l'instauration d'un climat de travail où les employés peuvent être créatifs, novateurs et où ils peuvent s'adapter aux nouveaux besoins de leur clientèle et du pays, et qui permettra d'attirer et de garder des employés compétents et dévoués.

Nous croyons que le gouvernement peut procéder à ces changements plus facilement dans un climat de confiance mutuelle, de coopération et de consultation avec ses

employés, ainsi qu'en respectant les droits fondamentaux liés à la négociation collective.

Nous croyons aussi à l'obligation de rendre compte de l'utilisation des ressources humaines et financières au Parlement et à la population.

[Français]

Monsieur le Président, même aujourd'hui on a pu voir un exemple de l'approche néfaste du gouvernement face aux problèmes dans la fonction publique. Durant la période des questions orales, —et je vous assure, monsieur le Président, que je ne vais pas discuter d'une décision que la Présidence va prendre, mais c'est le sujet que nous débattons aujourd'hui— il a été fait mention de la nomination de M. John Crispo au bureau de gestion de Radio-Canada, au bureau des directeurs. Ce dernier a attaqué dans ses remarques un aspect de la fonction publique, y compris l'aspect qui assujettit la fonction publique à la Loi sur les langues officielles.

Et le gouvernement, au lieu de répondre tout de suite, parce qu'ils savent ce que M. John Crispo a dit et qu'ils ont le même accès aux médias que nous avons. . . À la période des questions orales, je me serais attendu à ce que le gouvernement réponde, peut-être pas à la Chambre si les règles ne le permettent pas, mais à la population canadienne, qu'ils disent ce qu'ils ont fait pour contredire les remarques de John Crispo, et dire la vérité au sujet de la Loi sur les langues officielles et de l'impact d'une telle loi au sein de la fonction publique. Mais, au lieu de cela, ils ont essayé de ne pas répondre. Peut-être qu'ils en ont le droit. En temps et lieu, on aura la décision de la Présidence. Mais, même si une réponse ne peut être donnée ici, on peut répondre aux Canadiens. Je constate que je n'ai plus de temps, mais je dis, monsieur le Président, que cela est un exemple parfait du manque de gestion de la part du gouvernement pour protéger nos institutions nationales et la fonction publique contre de telles remarques qui ne sont pas vraies, qui attaquent la politique du gouvernement, politique qu'ils ont même défendue dans les réponses qu'ils ont données. Et j'espère, peu importe la réponse de la Présidence, que les ministres vont trouver le moyen, ici ou hors de la Chambre, de corriger la position que la personne qu'ils ont nommée, M. John Crispo, a prise.

[Traduction]

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je